

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 24/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SEVIGNE INDUSTRIES

La Borie Sèche
BP 6
12520 Aguessac

Références : 12-CARMIN-2024-44

Code AIOT : 0006800008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté lieux dits : Camp Mégie, Les Sottes, Coustadou, Combo Briol, Pas del Comp, Camp Grand, Poujados 12120 Arvieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

La carrière située sur la commune d'Arvieu est une installation classée "prioritaire" qui fait l'objet d'une visite annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- lieux dits : Camp Mégie, Les Sottes, Coustadou, Combo Briol, Pas del Comp, Camp Grand, Poujados 12120 Arvieu
- Code AIOT : 0006800008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'amphibolite exploitée à ciel ouvert autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2015 modifié. Elle comprend également une installation de traitement des matériaux. La production maximale autorisée est de 280 000T/an. La dernière visite réalisée en date du 26/10/2023 n'a pas mis de non-conformités en évidence.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 16.1	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 17	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 18	Sans objet
4	Prevention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 24.1	Sans objet
5	Prevention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 25.4.2	Sans objet
6	Prevention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été décelée durant l'inspection. La carrière est entretenue, des zones rationnelles sont dédiées (stockages, installation, ateliers, base de vie ...), les voies de circulations sont dégagées et carrossables. Les signalétiques sont présentes.

Comme prévu, l'installation de traitement "tertiaire" avec reconfiguration des convoyeurs a été réalisée courant 1er semestre 2024.

Le démantèlement avec évacuation des matériaux de l'ancienne installation est achevé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15m séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 8 mètres en cours d'exploitation et 3m enfin d'exploitation. La largeur des pistes Ouest est de 10m. L'extraction se fait selon 6 fronts de taille compris entre les cotes NGF minimale de 700m et maximale de 785m.
Constats :

L'extraction se fait selon 6 fronts de taille. Au regard du plan topographique, les côtes d'exploitation sont cohérentes avec le plan de phasage présent dans l'arrêté d'autorisation (phase 1 & 2 cote minimale du carreau 700m NGF).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 17
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima: -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, -les bords de la fouille, -les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes, -les zones remises en état en différenciant les différents types de remise en état, S'il y a lieu, le périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : Le plan d'exploitation en date du 30/01/2024 présenté par l'exploitant comporte toutes les indications nécessaires à la compréhension et au fonctionnement du site (bornes, cotations, périmètres stockages, zones des installations...). Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres sont reportées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 18
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : "La caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets, les procédures de contrôle et

de surveillance proposées;une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.Le plan de gestion des déchets est mis à jour au moins tous les 5 ans et, le cas échéant, en cas de modifications substantielles de l'exploitation ou des déchets déposés. En tout état de cause, toute modification doit être notifiée au préfet.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan de gestion a fait l'objet d'une mise à jour en mars 2024.
Celui-ci comporte tous les éléments consignés dans l'article susvisé, les zones des lieux d'importation des stériles sont situées en bordure Sud et Est de la fosse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 24.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

24-1 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Constats :

Toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution (poussières, bruits, eaux rejetées, curage des bassins...) sont prises.

Le site dispose également d'une aire étanche équipée de 2 grilles avaloir, l'ensemble est connecté à un séparateur d'hydrocarbures, dont l'analyse annuelle en sortie (Aveyron Labo en date du 16/07/2024) montre un respect des valeurs fixées par la réglementation.

Le rejet s'effectue vers les bassins de rétention/décantation en aval Sud du site.

Les déchets d'entretien des engins et matériels sont triés et stockés dans des conditionnements étanches adaptés (containers), la rotation des containers et la gestion des déchets est assurée par un prestataire extérieur habilité.

Les produits polluants (huiles, graisses...) sont stockés sur bacs et palettes de rétention en containers étanches, à l'abri des intempéries dans l'atelier, et à l'extérieur sur l'aire étanche dans un container fermé clé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 25.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Thème(s) : Risques accidentels, Eaux rejetées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Eaux de ruissellement. Elles sont dirigées en fond de carrière (carreau), où elles s'infiltrant ou s'évaporent. Ces eaux font l'objet d'une décantation, puis elles sont pompées pour être dirigées vers les bassins tampons afin de servir pour les besoins en eau du site. Les eaux en sortie de bassins de décantation sont amenées jusqu'à l'étang d'Arvieu.</p> <p>II- Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -]le pH est compris entre 5,5 et 8,5; -la température est inférieure à 30°C; es matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l; -la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/t; -les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l [...] <p>IV- Une vanne sectionnelle est installée au niveau de l'ouvrage de rejet afin de confiner toute pollution accidentelle.</p> <p>V- Le curage et l'entretien de tous les bassins de rétention/décantation est effectué annuellement (et/ou après un épisode orageux) afin de maintenir leur volume utile et leur capacité de traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement sont collectées (au droit du site), et acheminées via un fossé étanchéifié vers 4 bassins en aval Sud, qui par surverse assurent rétention et traitement des eaux (décantation) avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>L'analyse des eaux rejetées en date du 16/07/2024 (Aveyron Labo) présentée par l'exploitant montre un respect des valeurs fixées par la réglementation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard de l'analyse des eaux rejetées en date du 19/06/2023 sur une période de précipitations excédentaires (valeur MES de 91mg/l) l'inspection des installations classées préconise à l'exploitant de réaliser une analyse sur une période pluvieuse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prevention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I- L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières. Les stockages au sol des produits finis et en cours d'élaboration doivent, si nécessaire, être stabilisés de manière à éviter les envols de poussières. Il doit en être de même des stockages des stériles ou de refus. En période sèche, l'exploitant procède à un arrosage régulier du chemin d'accès à l'installation, des pistes de circulation et des stocks de matériaux. Le matériel nécessaire à l'arrosage doit être disponible sur le site en permanence et maintenu en état. Les engins de</p>

foration sont équipés d'un dispositif d'aspiration localisée des poussières. Les véhicules sortant du site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies du réseau routier.

II - Surveillance de la qualité de l'air. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées annuellement, conformément aux dispositions des normes en vigueur. Les points de mesure sont au nombre de six, répartis conformément à l'étude d'impact du dossier de demande. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à 30 mg/Nm³. Dans le cas où les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés.

Constats :

Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'émission des poussières (arrosage, capotage, dispositifs d'aspiration).

Les mesures de retombées de poussières transmises régulièrement auprès des services de l'inspection des installations classées montrent jusqu'à ce jour d'inspection 2024, un respect des valeurs fixées par la réglementation.

L'installation de traitement située au Sud-Est de l'exploitation a été comme prévu renouvelée dans son ensemble, l'implantation abouti en mai 2024 est composée de :

- 1 bâtiment abritant 2 broyeurs (structure bardage étanche avec isolant acoustique et dépoussiérage par aspiration),
- 1 bâtiment abritant 2 cribles (structure bardage étanche avec isolant acoustique et dépoussiérage par aspiration),
- convoyeurs à bande équipés d'aspersion et/ou capotés,
- 1 algeco dédié à l'installation électrique,
- 1 algeco local technique réseaux air/eau,
- 1 local poste de supervision "informatique optimisé",
- 1 système de caméras déportées pour visualisation sur les broyeurs,
- 1 trémie équipée d'un pont bascule.

Tous les dispositifs sont équipés de capteurs reliés au poste de supervision informatique.

L'installation a fonctionné de mai à septembre 2024, afin de procéder aux réglages des fonctionnalités. Quelques modifications sont encore nécessaires pour un résultat optimal. L'installation n'était pas en fonctionnement au jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite